



Numéro PPQ/9300

vendredi 13 février 2015

Les grands titres:

- Mali : l'ONU lance une enquête pour faire la lumière sur une manifestation violente à Gao
- A Genève, les gouvernements s'accordent sur le texte de négociation pour l'accord climatique de Paris
- Egypte : l'ONU salue la libération sous caution de deux journalistes d'Al-Jazira
- RDC : la MONUSCO salue l'adoption par le pays d'un calendrier électoral
- Centrafrique : une experte de l'ONU encourage les autorités à continuer leurs efforts pour déployer leur autorité sur tout le territoire
- Le Vice-Secrétaire général Eliasson rencontre un collaborateur du Président du Soudan
- Journée mondiale de la radio : l'ONU salue la capacité du média à représenter la jeunesse
- Le HCR réclame un accès humanitaire d'urgence au Nigéria et dans les pays voisins
- Pakistan : l'ONU condamne un nouvel attentat contre une mosquée chiite, à Peshawar
- Le chef de l'ONU lance un appel à la tolérance après l'assassinat de trois Musulmans aux Etats-Unis

Mali : l'ONU lance une enquête pour faire la lumière sur une manifestation violente à Gao



13 février - Les Nations Unies ont nommé vendredi une équipe de haut-niveau pour mener une enquête sur les événements qui se sont produits le 27 janvier dernier à Gao, au nord du Mali, où une manifestation violente contre un camp de la Mission multidimensionnelle intégrée des Nations Unies pour la stabilisation dans le pays (MINUSMA) a entraîné des morts et de nombreux blessés.

Selon la presse, les manifestants, qui étaient près d'un millier ce jour-là à se masser devant les portes de la base de la MINUSMA, située en plein centre-ville, avaient ensuite tenté d'y pénétrer par la force, un incident qui avait fait trois morts et de nombreux blessés parmi les manifestants.

Suite à cet événement tragique, le Secrétaire général des Nations Unies, Ban Ki-moon, avait déploré les événements de Gao à plusieurs reprises, notamment à l'occasion d'une rencontre avec le Ministre malien des affaires étrangères, Abdoulaye Diop, en marge du Sommet de l'Union africaine à Addis-Abeba, le 31 janvier dernier. Le chef de l'ONU avait également décidé de diligenter une enquête indépendante pour faire la lumière sur les faits entourant cette manifestation violente.

Dans un communiqué de presse rendu public au siège de l'Organisation à New York, un porte-parole du Secrétaire général a indiqué que les Nations Unies ont officiellement informé le gouvernement du Mali du lancement de cette enquête, avant de recevoir l'assurance de son plein appui.



« L'enquête, annoncée par le Secrétaire général le 29 janvier, sera menée par une équipe de trois experts indépendants ayant une vaste expérience internationale », a indiqué le porte-parole, ajoutant que l'équipe d'enquêteurs se rendra au Mali prochainement afin d'établir rapidement tous les faits autour de cette manifestation.

L'équipe d'experts chargée de mener l'enquête sera menée par Bacre Waly Ndiaye, du Sénégal, et comprendra également Ralph Zacklin, du Royaume-Uni, et Mark Kroeker, des États-Unis.

A Genève, les gouvernements s'accordent sur le texte de négociation pour l'accord climatique de Paris



13 février - A l'issue de sept jours de pourparlers sur les changements climatiques à Genève, les 190 pays participant à ces discussions sont parvenus à se mettre d'accord sur le texte de négociation de l'accord sur le climat de 2015, s'est félicité vendredi le Secrétariat des Nations Unies sur les changements climatiques.

« L'objectif à atteindre est l'adoption de cet accord à Paris à la fin de 2015 pour une entrée en vigueur en 2020 », a précisé l'ONU dans un communiqué de presse.

Ces pourparlers à Genève ont fait suite à la Conférence sur les changements climatiques tenue à Lima, au Pérou, l'an dernier, laquelle avait produit les éléments d'un texte de négociation, intitulé « l'appel de Lima ».

« Je suis extrêmement encouragée par l'esprit constructif et la vitesse à laquelle les négociateurs ont travaillé au cours de la semaine dernière », a dit Christiana Figueres, la Secrétaire exécutive de la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques (CCNUCC).

« Nous avons obtenu ici un texte de négociation officiel, qui contient les avis et les préoccupations de tous les pays. Le brouillon de Lima a été transformé en un texte de négociation », a-t-elle ajouté.

Le texte de négociation inclut le contenu du nouvel accord, dont les questions d'atténuation, d'adaptation, de financement, de technologie et du renforcement des capacités.

Début février, l'Organisation météorologique mondiale (OMM) avait confirmé que l'année 2014 avait battu tous les records de chaleur, dans le contexte d'une tendance continue au réchauffement.

Egypte : l'ONU salue la libération sous caution de deux journalistes d'Al-Jazira



Le Caire, en Égypte. Photo:
ONU-Habitat

13 février - Le Secrétaire général des Nations Unies, Ban Ki-moon, a salué vendredi la décision des autorités égyptiennes de libérer sous caution deux journalistes de la chaîne de télévision qatarienne Al-Jazira, Mohamed Fahmy et Baher Mohamed.

Le Secrétaire général « souhaite que leurs cas, ainsi que ceux des autres journalistes en détention, soient résolus de manière rapide et conformément aux obligations internationales de l'Égypte de protéger les libertés d'expression et d'association », a dit son porte-parole dans une déclaration à la presse publiée jeudi soir.

Cette décision fait suite à la libération et à l'expulsion du pays début février d'un autre journaliste d'Al-Jazira, Peter Greste, par les autorités égyptiennes.

Les trois journalistes avaient été condamnés en juin 2014 à des peines allant de sept à dix ans de prison pour diffusion de « fausses informations » et soutien à une organisation terroriste, les Frères musulmans. Les trois journalistes avaient été arrêtés le 29 décembre 2013 au Caire.

RDC : la MONUSCO salue l'adoption par le pays d'un calendrier électoral



13 février - Le chef de la Mission des Nations Unies en République démocratique du Congo (MONUSCO), Martin Kobler, s'est félicité vendredi de l'adoption par la Commission électorale nationale indépendante (CENI) du pays d'un calendrier global des prochains rendez-vous électoraux.

« Je félicite la Commission électorale nationale indépendante pour la publication du calendrier global des élections », a salué le Représentant spécial du Secrétaire général de l'ONU en RDC, dans un communiqué de presse à Kinshasa, la capitale du pays. « Après l'adoption et la promulgation de la loi électorale, une étape très importante vient d'être franchie pour la tenue des élections dans les délais constitutionnels », a-t-il ajouté

Le calendrier global des élections, qui a été publié par la CENI le jeudi 12 février, prévoit l'ensemble des scrutins pour 2015 et 2016, y compris les élections présidentielle et législative.

« J'encourage vivement l'ensemble des acteurs nationaux et internationaux impliqués dans le processus électoral à tout mettre en œuvre pour appuyer la CENI dans l'exécution dudit calendrier », a déclaré M. Kobler, avant de réitérer le soutien des Nations Unies « pour la tenue d'élections libres, démocratiques et transparentes, ainsi que la consolidation de la paix et de la stabilité » en RDC.

Centrafrique : une experte de l'ONU encourage les autorités à continuer leurs efforts pour déployer leur autorité sur tout le territoire



13 février - Au terme d'une visite de treize jours en République centrafricaine, l'Experte indépendante des Nations unies sur la situation des droits de l'homme dans ce pays, Marie-Thérèse Keita Bocoum, a encouragé vendredi le gouvernement de transition à poursuivre ses efforts pour déployer son administration, la police et la gendarmerie, sur l'ensemble du territoire avec l'assistance de la communauté internationale.

« Je suis satisfaite que plusieurs initiatives positives aient été prises depuis ma dernière visite, y compris la tenue des consultations de base qui donnent l'opportunité au peuple centrafricain de se prononcer sur les contours de leur société de demain », a déclaré Mme Keita Bocoum, qui est chargée par le Conseil des droits de l'homme de l'ONU d'évaluer et vérifier la situation des droits de l'homme en République centrafricaine et de formuler des recommandations concernant l'assistance technique et le renforcement des capacités dans les domaines des droits de l'homme.

« Je tiens également à souligner les mesures adoptées pour lutter contre l'impunité, notamment les premières arrestations de personnes figurant parmi les principaux responsables présumés de crimes graves des droits de l'homme et l'adoption en Conseil des ministres de la loi sur la Cour pénale spéciale », a-t-elle ajouté.

Mme Keita Bocoum a néanmoins fait part de son inquiétude face à la situation sécuritaire. « Je déplore que les groupes armés continuent à opérer sur une grande partie du territoire et à terroriser les populations civiles », a-t-elle déclaré.

Lors de sa visite dans le pays, l'experte s'est penchée sur cinq questions centrales à l'avènement d'une société centrafricaine basée sur le respect des droits de l'homme, l'égalité devant la loi et le respect de l'autorité de l'Etat: les droits des minorités, les droits des personnes déplacées, les violations graves des droits de l'homme, la lutte contre l'impunité et la réconciliation.

« Je suis très préoccupée par le fait que la minorité musulmane ne peut toujours pas prendre pleinement part à la vie politique, économique et sociale de son pays, en raison de son assimilation avec le mouvement armé ex-Séléka mais aussi des effets d'une discrimination historique », a-t-elle déclaré. Elle a aussi insisté sur le fait qu'un nombre non-négligeable de Chrétiens était aussi menacés dans des régions à majorité musulmane ou occupées par les ex-Séléka.

« J'encourage le gouvernement centrafricain à poursuivre et même à redoubler d'efforts pour protéger les droits des minorités et promouvoir la cohésion sociale et la réconciliation, avec le soutien de la communauté internationale », a suggéré l'experte indépendante.

Concernant les personnes déplacées, l'experte a rappelé aux autorités les principes de droit international que sont la liberté de mouvement, le libre choix de la résidence et le droit de retour. « Ces principes doivent s'appliquer en toutes circonstances, y compris pour les déplacés de Yaloké, qui doivent pouvoir partir s'ils le souhaitent », a-t-elle indiqué.

L'experte s'est déclarée très préoccupée par les rapports accablants portant sur des cas de personnes accusées de sorcellerie qui ont conduit à des actes de tortures et à des meurtres, particulièrement sur des vieillards et des enfants.

« Ces pratiques sont inadmissibles et contraires aux lois nationales et internationales. J'ai alerté les autorités sur ces pratiques et leur ai demandé d'arrêter les personnes responsables sans plus attendre, de dénoncer publiquement ces crimes odieux et d'entamer une campagne de sensibilisation pour décourager ces actes », a-t-elle ajouté.

L'experte a salué les nombreuses initiatives centrafricaines et internationales en faveur de la réconciliation et a invité toutes les parties prenantes à continuer à se mobiliser pour appeler au calme et à la réconciliation.

Mme Keita Bocoum a salué les efforts pour lutter contre l'impunité. « Je mets en garde tous ceux qui s'opposent à la paix: ils devront faire face à leurs responsabilités », a-t-elle déclaré.

L'experte a conclu sa visite par un appel à la communauté internationale afin qu'elle redouble ses efforts pour renforcer la coopération technique et soutenir le déploiement et le fonctionnement de l'administration publique dans le territoire.

Le Vice-Secrétaire général Eliasson rencontre un collaborateur du Président du Soudan



13 février - Le Vice-Secrétaire général des Nations Unies, Jan Eliasson, a rencontré jeudi à New York Ibrahim Ghandour, collaborateur du Président du Soudan, Omar Al-Bachir, et Vice-président du Parti du Congrès national.

Ils ont discuté du dialogue national préconisé par le Président Bachir et des efforts en cours pour mettre fin aux hostilités dans les Etats du Kordofan méridional et du Nil Bleu, a précisé le porte-parole du Secrétaire général dans un

compte rendu de la rencontre.

Les deux responsables ont également discuté de la situation au Darfour, y compris des discussions actuelles sur une stratégie de sortie de la Mission de l'Union africaine et des Nations Unies au Darfour (MINUAD).

« Le Vice-Secrétaire général a souligné la nécessité de mettre fin aux combats au Kordofan méridional et au Nil Bleu, et d'assurer un accès humanitaire aux personnes dans le besoin. Il a souligné l'importance d'un dialogue national inclusif et transparent pour la réalisation d'une paix durable et du développement au Soudan », a déclaré le porte-parole.

Jan Eliasson s'est inquiété de la persistance des allégations de viols massifs commis dans le village de Thabit au Darfour. Il a exhorté le gouvernement du Soudan à permettre à la MINUAD d'y accéder pour mener une enquête complète sur cet incident.

Journée mondiale de la radio : l'ONU salue la capacité du média à représenter la jeunesse



13 février - A l'occasion de la Journée mondiale de la radio, le Secrétaire général de l'ONU et la chef de l'UNESCO ont salué vendredi le rôle essentiel joué par ce média pour faire entendre la voix des jeunes du monde entier.

Sous l'égide de l'Organisation des Nations unies pour l'éducation, la science et la culture (UNESCO), cette quatrième édition de la Journée mondiale de la radio, dont l'objectif est de célébrer la capacité unique de ce moyen de

communication à toucher directement la vie des gens dans le monde entier, est consacrée à la jeunesse.

« Pour la Journée mondiale de la radio, nous célébrons un média qui capte l'imagination et rassemble les populations », a déclaré avec enthousiasme le Secrétaire général de l'ONU, Ban Ki-moon, dans un message vidéo diffusé sur le site Web de l'UNESCO.

« Cette célébration annuelle de la Journée mondiale de la radio met en lumière l'importance de la radio pour 1,8 milliard de jeunes femmes et jeunes hommes qui peuplent la planète », a insisté M. Ban, ajoutant que la radio compte véritablement pour la jeunesse à travers le monde.

Alors que la communauté internationale s'engage pour de nouveaux objectifs de développement durable et un accord global sur le changement climatique, le chef de l'ONU a en effet estimé que « nous avons besoin d'entendre les voix des jeunes, femmes et hommes, haut et fort, et de toute urgence ».

« En cette occasion, l'UNESCO appelle à une meilleure inclusion sociale de la génération des moins de trente ans, qui représente plus de la moitié de la population mondiale », a déclaré la Directrice générale de l'UNESCO, Irina Bokova, faisant écho aux propos de M. Ban, également par l'intermédiaire d'un message vidéo.

« Les jeunes ne sont pas suffisamment représentés dans les médias, et cette exclusion est trop souvent à l'image de leur exclusion sociale, économique ou démocratique », a déploré Mme Bokova, ajoutant que les jeunes producteurs ou diffuseurs sont encore trop peu nombreux.

« Trop rares aussi sont les programmes dédiés à la jeunesse et les émissions conçues par les jeunes », a-t-elle poursuivi, pointant du doigt le fait que ce déficit explique les nombreux stéréotypes affectant les jeunes qui circulent dans les contenus éditoriaux et sur les ondes.

« La radio permet aussi, par la diffusion de l'information, de créer un sentiment d'appartenance commune. Elle aide les communautés à briser leur isolement dans des situations de conflit armé, de tensions politiques, de détresse humanitaire », a salué la Directrice générale, précisant que l'UNESCO utilise aujourd'hui la radio notamment pour diffuser des messages d'urgence sanitaire, en réponse à Ebola.

« J'appelle aujourd'hui l'ensemble des Etats Membres et nos partenaires, en particulier du monde de la radio, à se mobiliser autour de ce média, et d'en faire une force d'inclusion, de dialogue entre les générations, et de changement social », a conclu Mme Bokova.

Le HCR réclame un accès humanitaire d'urgence au Nigéria et dans les pays voisins



13 février - Alors que la violence qui sévit dans le nord-est du Nigéria se répand comme une trainée de poudre au Niger, au Cameroun et au Tchad, le Haut-Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés (HCR) a demandé vendredi un accès humanitaire d'urgence aux réfugiés et aux personnes déplacées.

« Au Niger, des combats ont éclaté la semaine dernière dans la ville de Bosso, près du lac Tchad, dans la région de Diffa, entre les forces armées nationales et les insurgés en provenance du Nigéria », a déclaré un porte-parole du HCR, Adrian Edwards, lors d'une conférence de presse à Genève.

« S'en est suivie une série d'attaques contre des civils dans la ville de Diffa, notamment par des kamikazes », a-t-il précisé, soulignant que la peur et la panique

provoquaient actuellement le déplacement d'une importante partie de la population de Diffa en direction de l'ouest du pays, vers la ville de Zinder.

« À l'heure actuelle le HCR ne dispose pas de chiffres officiels concernant les personnes déplacées à l'intérieur au Niger, mais nous craignons que l'ampleur des déplacements soit élevée : avant les attentats, Diffa comptait une population de 50.000 personnes ; aujourd'hui, la ville est pratiquement vide », s'est inquiété le porte-parole du HCR.

Selon lui, plus de 100.000 personnes ont par ailleurs fui le nord-est du Nigéria vers le Niger – aussi bien des réfugiés nigériens que des rapatriés nigériens – depuis que l'état d'urgence a été déclaré en mai 2013 dans les Etats nigériens d'Adamaoua, de Borno et de Yobe.

« Au Cameroun, la situation est tout aussi préoccupante, et les rapports font état de meurtres, d'enlèvements et de violences brutales dans la région de l'Extrême-Nord près de la frontière avec le Nigéria », s'est alarmé M. Edwards. Depuis le début de l'année, plus de 9.000 réfugiés nigériens ont fui vers le Cameroun où ils ont été placés dans le camp de réfugiés de Minawao, a précisé le porte-parole. Au total, a-t-il estimé, plus de 40.000 réfugiés nigériens résident actuellement dans la région de l'Extrême-Nord, dont 32.000 à Minawao.

Au Tchad, enfin, où environ 3.000 réfugiés nigériens avaient été dénombrés fin 2014, 15.000 réfugiés supplémentaires ont été accueillis en 2015, fuyant les attaques contre les installations militaires et la population civile dans la ville de Bagakawa, au nord-est du Nigéria, selon M. Edwards.

« Le Premier ministre du Tchad a appelé la communauté humanitaire à soutenir son pays face à l'afflux de réfugiés nigériens, compte tenu du contexte socio-économique tchadien désastreux », a déclaré le porte-parole du HCR.

Résumant la situation dans les trois pays voisins du Nigéria, M. Edwards a précisé que le Tchad, le Cameroun et le Niger ont désormais engagé leurs forces armées pour lutter contre les miliciens.

S'inquiéter cependant de la sécurité des réfugiés sur leurs différents lieux d'accueil, le porte-parole a réclamé aux différents pays impliqués un accès humanitaire d'urgence aux réfugiés et aux personnes déplacées.

Selon le HCR, les violences dans le nord-est du Nigéria ont provoqué au total le déplacement de plus de 157.000 personnes vers le Niger (100.000), le Cameroun (40.000) et le Tchad (17.000), et de près d'un million de personnes à l'intérieur du Nigéria.

Pakistan : l'ONU condamne un nouvel attentat contre une mosquée chiite, à Peshawar



13 février - Le Secrétaire général des Nations Unies, Ban Ki-moon, a fermement condamné vendredi un attentat meurtrier perpétré en pleine prière traditionnelle du vendredi contre une mosquée chiite à Peshawar, au Pakistan.

Selon la presse, deux semaines exactement après l'attentat contre une mosquée chiite à Shikarpur, dans la région pakistanaise du Sind, qui avait fait plus de 60 morts, une nouvelle mosquée chiite a été la cible d'une attaque terroriste revendiquée par les talibans pakistanais à Peshawar. Durant l'assaut, trois kamikazes se seraient fait exploser en pleine prière traditionnelle du vendredi, après quoi la police pakistanaise aurait échangé des tirs avec leurs complices. Le dernier bilan officiel fait état de 20 morts et d'au moins 56

blessés.

S'exprimant par l'intermédiaire de son porte-parole dans un communiqué de presse, le chef de l'ONU a condamné ce nouvel acte de violence, déplorant notamment la mort de Naveed Abbas, un Pakistanais travaillant pour le Département de la sûreté et de la sécurité des Nations Unies (UNDSS), au nombre des victimes.

Le Secrétaire général s'est dit « profondément consterné par la prise pour cible répétée de personnes innocentes en raison de leurs croyances religieuses et sur leurs lieux de culte », ajoutant que rien ne pouvait justifier de tels crimes.

M. Ban a par ailleurs appelé les autorités pakistanaises à tout faire pour traduire rapidement en justice les auteurs de cet acte, les exhortant également à redoubler d'efforts pour protéger les minorités religieuses et ethniques du pays et combattre le terrorisme sous toutes ses formes.

Enfin, le Secrétaire général a présenté ses sincères condoléances aux familles des victimes, ainsi qu'au gouvernement et au peuple du Pakistan.

Le chef de l'ONU lance un appel à la tolérance après l'assassinat de trois Musulmans aux Etats-Unis



13 février - Le Secrétaire général des Nations Unies, Ban Ki-moon, est profondément ému par les scènes de milliers d'Américains, et d'autres gens à travers le monde, rendant hommage aux trois jeunes Américains musulmans assassinés à Chapel Hill, dans l'Etat de Caroline du Nord, aux Etats-Unis, cette semaine, a dit vendredi son porte-parole.

En réponse à une question d'un journaliste, le porte-parole a précisé que le chef de l'ONU avait présenté ses condoléances aux familles de Yusor Mohammad Abu-Salha, Razan Mohammad Abu-Salha et Deah Shaddy Barakat, et aux communautés au sein desquelles ils vivaient.

« En une période de tensions alimentées par ceux qui cherchent à détourner les enseignements de la foi et susciter les divisions, ces trois jeunes gens représentaient les meilleures valeurs de la citoyenneté du monde et de la compassion communautaire pour construire un monde meilleur pour tous », a dit le porte-parole, Stéphane Dujarric, lors d'un point de presse à New York.

Les trois jeunes gens ont été abattus le 10 février par un voisin, suscitant des questions sur le fait qu'ils aient été visés à cause de leur religion.